

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 707

13 avril 2011

SOMMAIRE

Apasco Services S.à r.l.	33901	KPI Investment Property 55 S.à r.l.	33907
ArborAssesor	33890	KPI Investment Property 56 S.à r.l.	33911
ASA Finance & Holding S.A.	33905	KPI Investment Property 57 S.à r.l.	33917
Asco Holding S.A.	33906	KPI Investment Property 57 S.à r.l.	33917
Biomedic Laboratories Holding S.A.	33911	KPI Investment Property 59 S.à r.l.	33917
Chez Maria S.à r.l.	33918	KPI Investment Property 59 S.à r.l.	33920
D2R Holding S.A.	33908	KPI Retail Property 39 S.à r.l.	33927
Enop 2 S.à r.l.	33936	KPI Retail Property 39 S.à r.l.	33928
Faustus S.A., S.P.F.	33920	KPI Retail Property 39 S.à r.l.	33928
FRII S.A.	33935	KPI Retail Property 40 S.à r.l.	33928
INEOS Holdings Luxembourg S.A.	33890	K.S. Investments S.A.	33901
Ingeborg Investment S.A.	33890	Lucky Lux Consulting G.m.b.H.	33908
International Technology Company	33890	Ludmilla S.A.	33908
Interport International II S.A.	33894	Luxembourg International Consulting S.A.	33910
Interport International II S.A.	33894	Marshall Monteagle Holdings	33917
IQ Solutions S. à r.l.	33894	Metroinvest Dominion S.à r.l.	33928
Jalor Finance S.A.	33897	Michaux Jacques S.à r.l.	33920
Jasper Invest S.A.	33898	Millipap	33894
Javis-Monte Holdings S.à r.l.	33894	MR & Co Promo Sàrl	33920
Jean-Pierre Rinnen et Fils Troisvierges, S.A.	33898	MRO S.A.	33920
Juventus Investment S.A.	33900	O Mundo das Crianças Santo Expedito ...	33898
JYL Participations S.à r.l.	33901	Oxford Aviation Academy Finco S.à r.l. ..	33934
Kaveat S.à r.l.	33904	Oxford Aviation Academy Luxembourg 2 S.à r.l.	33934
Key Lux I S.à r.l.	33905	Oxford Aviation Academy Luxembourg 3 S.à r.l.	33935
KPI Investment Property 55 S.à r.l.	33906		
KPI Investment Property 55 S.à r.l.	33906		

INEOS Holdings Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 157.805.

Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la société en date du 18 février 2011:

- James Arthur Ratcliffe, ayant pour adresse 15, chemin du Marquisat, 1025 St Suplice, Suisse, a démissionné de sa fonction d'administrateur de la société avec effet immédiat;
- John Reece, ayant pour adresse 14, chemin des Macherettes, 1172 Bougy-Villars, Suisse, a démissionné de sa fonction d'administrateur de la société avec effet immédiat;
- Andrew Christopher Currie, ayant pour adresse 13, route de Chanivaz, Buchillon, Suisse, a démissionné de sa fonction d'administrateur de la société avec effet immédiat;
- Peter Karel Virginia Huyck, ayant pour adresse Eikerlandstraat 35, 2870 Ruisbroek, Belgique, a été nommé administrateur de la société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée de 2016;
- Hans Casier, ayant pour adresse Prinsenhof 79A, 9000 Gent, Belgique, a été nommé administrateur de la société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée de 2016;
- John David Thompson, ayant pour adresse Chemin des Pessules, 9, 1296 Coppet, Suisse, a été nommé administrateur de la société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011029833/23.

(110036257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Ingeborg Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 41.481.

Les associés décident de révoquer Madame Françoise SIMON, demeurant 22, C. Aischdall, L-8480 Eishen de son poste d'administrateur de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011029834/10.

(110036243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

International Technology Company, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3416 Dudelange, 123, rue Sainte Barbe.

R.C.S. Luxembourg B 29.448.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011029835/9.

(110035956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

ArborAssesor, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4742 Pétange, 91, rue des Jardins.

R.C.S. Luxembourg F 8.595.

STATUTS

Titre I^{er}. Dénomination, Siège social et Objet

Art. 1^{er}. L'association est dénommée ArborAssesor, association sans but lucratif.

Art. 2. Son siège social est fixé à 91, rue des Jardins, L-4742 Pétange.

Le siège social peut être transféré à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision du conseil administration.

Art. 3. L'association a pour objet de promouvoir toutes activités qui permettent de protéger et de sauver et de mettre en valeur des arbres, arbustes ou autres plantes; en éventuelle collaboration avec des jeunes gens sensibilisés ou l'intégration des personnes handicapés, notamment par:

- un élagage ou une taille
- une replantation sur un autre site
- un reconditionnement du système racinal
- la propagation/reproduction de plantes par bouturages, greffages, marcottages, divisions, semis, culture de tissu ou autres techniques
- travaux de jardinage et paysagiste
- l'organisation et participation d'études autour de l'horticulture, thèmes arboricoles ou autres
- l'organisation et participation de conférences et de colloques spécialisé
- l'organisation de et participation à des manifestations
- l'échange technique et botanique avec d'autres organismes.

L'association n'est pas limitée au Luxembourg pour l'organisation et participation. Elle peut prendre toutes mesures facilitant ou favorisant directement ou indirectement son objet; elle peut notamment être propriétaire de tous biens meubles et immeubles, recevoir des dons, subventions et legs.

Art. 4. La durée de l'association est illimitée.

Art. 5. L'association exercera ses activités dans un esprit de stricte neutralité politique et religieuse.

Titre II. Membres effectifs et Associés

Art. 6. L'association est composée de membres effectifs et de membres associés.

- Sont membres effectifs les soussignés au présent acte, en cas de décès ou de résiliation par le membre effectifs un autre membre sera désigné par les membres effectifs restants. Le nombre minimum des membres effectifs est fixé à 3.
- Sont membres associés, toute personne physique ou morale désirant faire partie de l'association, qui agréés par le conseil d'administration à leur demande écrite, sont en règle avec le paiement de leur cotisation.

Le conseil d'administration procède à l'examen de la demande et s'entoure de tous les éléments d'appréciation nécessaires pour prendre sa décision, il décide souverainement et n'est pas obligé de faire connaître les motifs pour les quels l'adhésion aura, le cas échéant, été refusée.

Art. 7. Tout membre est libre de se retirer à tout moment de l'association en adressant par écrit sa démission au Conseil d'administration.

Est démissionnaire de plein droit le membre qui n'aurait acquitté sa cotisation avant la tenue de l'assemblée générale annuelle ordinaire.

Art. 8. L'exclusion d'un membre effectif ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix présentes.

L'exclusion d'un membre associé s'opère par le retrait de son agrément par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration peut suspendre, jusqu'à décision de l'assemblée générale un membre effectif

- en cas d'infraction grave aux statuts.
- en cas de manquement important à ses obligations envers l'association, constatés par le conseil d'administration.

Tout membre associé exclu par le Conseil d'administration peut appeler de cette décision devant l'assemblée générale.

Tous les membres exclus n'ont aucun droit sur le fonds social. Ils ne peuvent réclamer ou requérir, ni relevé, ni reddition de comptes, ni apposition de scellés, ni inventaires.

Titre III. Exercice social

Art. 9. L'exercice social coïncide avec l'année civile, le premier janvier pour le terminer le 31 décembre. Par exception le premier exercice débutera ce jour pour se clôturer le 31.12.2009.

Titre IV. Assemblée générale

Art. 10. L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs, qui ont seul droit de vote, les membres associés y ont entrée avec voix consultative.

Art. 11. L'assemblée générale se réunit au moins une fois par année civile, dans le courant du premier trimestre du calendrier.

L'association peut être réunie en assemblée générale à tout moment par décision du Conseil d'administration ou à la demande d'un cinquième des membres effectifs au moins. Chaque réunion se tiendra aux jour, heure et lieu mentionnés dans la convocation.

Tous les membres effectifs doivent y être convoqués personnellement, par simple lettre; les membres associés étant avertis par simple information. La convocation aura lieu au moins huit jours avant l'assemblée par les soins du secrétaire

du Conseil d'administration. L'ordre du jour doit être mentionné dans la convocation, à laquelle sera joint, pour l'assemblée générale qui doit en délibérer, le compte de l'exercice écoulé et le projet de budget pour l'exercice à venir.

Art. 12. L'assemblée est présidée par le président du Conseil d'administration, et à son défaut par l'administrateur le vice-président.

Art. 13. L'assemblée générale a tous les pouvoirs que la loi ou les présents statuts n'ont pas attribués à un autre organe de l'association.

L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Sont notamment réservés à sa compétence:

- 1) les modifications de statuts;
- 2) la nomination et la révocation des administrateurs;
- 3) la nomination de deux commissaires aux comptes;
- 4) l'approbation des budgets et des comptes;
- 5) la fixation des cotisations, au maximum

50€ pour membre effectif;

5€ pour membre associé;

- 6) la dissolution volontaire de l'association;
- 7) les exclusions des membres effectifs;
- 8) l'appel des décisions du Conseil d'administration.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association ou la modification des statuts que conformément aux règles établies par la loi du 22 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée par les lois des 22 février 1984 et 4 mars 1994.

Art. 14. Des résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre du jour, à condition toute fois que l'assemblée générale y consente à la majorité de deux tiers des membres effectifs présents.

Art. 15. Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre de procès-verbaux signés par le président et le secrétaire. Ce registre est conservé au siège social où tous les membres peuvent en prendre connaissance mais sans déplacement.

Les procès-verbaux sont portés à la connaissance des membres et des tiers par courrier électronique ou par tout autre moyen approprié.

Titre V. Administration et Surveillance

Art. 16. L'association est gérée par un conseil d'administration de trois membres au moins nommés par l'assemblée générale parmi les membres effectifs pour un terme de deux ans, et en tous cas révocables par elle.

En cas de vacance d'un mandat, un administrateur provisoire pourra être choisi par cooptation par les membres du Conseil d'administration. A la prochaine assemblée générale il sera pourvu au remplacement, le nouvel administrateur achèvera le mandat de celui qu'il remplace. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Art. 17. Le Conseil d'administration désigne parmi ses membres notamment un président, un vice président, un trésorier et un secrétaire. En cas d'empêchement du président et du vice-président, ces fonctions seront assumées par l'administrateur le plus ancien en rang.

Art. 18. Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Les pouvoirs des administrateurs se définissent:

Président:

- Présider le conseil d'administration et l'assemblée générale.
- Animer l'association
- Représenter l'association
- Diffuser les convocations aux membres du conseil d'administration et de l'assemblée générale
- Être le délégué de la gestion journalière, tâche qu'il exerce conjointement avec le trésorier et être un des deux responsables de la signature bancaire
- Rédiger le rapport annuel d'activités

Vice-président:

- Soutien au président,
- En l'absence du président, il assume les missions de ce dernier sans être responsable de la signature bancaire

Trésorier:

- Assurer les écritures comptables de l'association
- Percevoir les participations financières des participants aux différentes activités de l'association

- Honorer tous les frais nécessaires au bon fonctionnement de l'association
- Être un des deux responsables de la signature bancaire

Secrétaire:

- Assurer le quotidien administratif de l'association
- Diffuser les convocations aux membres du conseil d'administration et de l'assemblée générale
- Produire les comptes-rendus des réunions
- Tenir à jour le registre reprenant les faits, décisions et actes du conseil d'administration et de l'assemblée générale de l'association

Art. 19. Le Conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou du secrétaire.

Art. 20. Il ne peut statuer que si la majorité des membres est présente. Ses décisions sont prises à la majorité absolue des voix, en cas de parité de voix, la voix du président ou de son remplaçant est déterminante. Elles sont consignées sous forme de procès-verbaux, signés par le président et le secrétaire et inscrits dans un registre spécial.

Art. 21. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées ou soutenues, au nom de la société, par le Conseil d'administration, poursuites et diligences du président ou de son remplaçant.

Art. 22. Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 23. Un règlement d'ordre intérieur pourra être présenté par le Conseil d'administration à l'assemblée générale. Des modifications à ce règlement pourront être apportées par une assemblée générale, statuant à la majorité simple des associés présents.

Titre VI. Contributions et Cotisations

Art. 24. Les membres fondateurs, de même que tous membre de l'association, sont tenus à payer une cotisation annuelle dont le montant est fixe par l'assemblée générale.

Cette contribution ne sera pas restituée en cas d'une démission d'un membre.

Titre VII. Etablissement des comptes

Art. 25. Le conseil d'administration établit le compte des recettes et des dépenses de l'exercice social et le soumet pour approbation à l'assemblée générale annuelle ensemble avec un projet de budget pour l'exercice suivant. Le trésorier a le plein pouvoir et seul signataire. Pour les sommes supérieures à cent Euros le trésorier doit avoir l'accord du conseil d'administration.

Titre VIII. Modification des statuts

Art. 26. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications à apporter aux statuts que si celles-ci sont expressément indiquées dans l'avis de convocation et si l'assemblée générale réunit au moins deux tiers des membres.

Art. 27. Les modifications des statuts ainsi que leur publication s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Titre IX. Dissolution et Liquidation

Art. 28. La dissolution et la liquidation de l'association s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 12 avril 1928, telle que modifiée.

Art. 29. En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et indiquera l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

Greenpeace Luxembourg

Titre X. Dispositions finales

Art. 30. Tout ce qui n'est pas prévu explicitement aux présents statuts ou au règlement d'ordre interne est réglé par la loi du 22 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle que modifiée, concernant les associations sans but lucratif.

Validation des statuts lors de l'assemblée constitutive en date du 07/01/2011 à Pétange.

Signatures.

Référence de publication: 2011010287/164.

(110010762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2011.

Interport International II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 136.421.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011029836/9.

(110035862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Interport International II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 136.421.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011029837/9.

(110035863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

IQ Solutions S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 88.072.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de la société en date du 29 juin 2010:

- L'Assemblée décide de nommer Clybouw et associés, Audit de banques et d'entreprises S.à r.l., en abrégé Clybouw et associés, ayant son siège social à L-1150 Luxembourg, 128, Route d'Arlon, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro B77234 en tant que réviseur à partir du 1^{er} janvier 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Stan Torba

Gérant

Référence de publication: 2011029839/16.

(110036436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Javis-Monte Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 134.492.

Les Comptes annuels au 14 janvier 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 1^{er} mars 2011.

Référence de publication: 2011029841/10.

(110035858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Millipap, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1354 Luxembourg, 8, allée du Carmel.

R.C.S. Luxembourg F 7.425.

NEUGEFASTE STATUTEN

§ 1. Name, Rechtsform und Sitz des Vereins.

1. Der Verein führt den Namen „Millipap Association sans but lucratif“, abgekürzt „Millipap asbl“.

2. „Millipap asbl“ ist ein gemeinnütziger Verein im Sinne der „Loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif“ und hat ihren Sitz in 8, Allée du Carmel, L -1354 Luxembourg. Er kann durch die Entscheidung des Vorstandes an jeden anderen Ort innerhalb Luxemburgs verlegt werden.

§ 2. Zweck des Vereins.

1. Zweck des Vereins ist die Planung, Finanzierung und Durchführung von Projekten zur Verbesserung der Lebenssituation von Menschen in afrikanischen Ländern im Wege der:
 - a. Unterstützung und Förderung des Bildungswesens,
 - b. Förderung der Infrastruktur,
 - c. Förderung der internationalen Verständigung sowie
 - d. Förderung von Maßnahmen im Gesundheitswesen.
2. Der Zweck des Vereins wird insbesondere verwirklicht durch
 - a. Initiierung und Unterstützung von Projekten, bei denen er die Verhältnisse vor Ort durch seine Mitglieder überprüft hat,
 - b. eine direkte Zusammenarbeit mit den Menschen vor Ort oder mit regierungsunabhängigen Organisationen,
 - c. vorrangige Förderung solcher Projekte, die Hilfe zur Selbsthilfe an erster Stelle für Kinder leisten, damit diese die Möglichkeit haben Einfluss auf die Verbesserung ihrer Zukunftschancen zu nehmen.
3. Diese Zwecke können auch in Zusammenarbeit mit Organisationen und Institutionen gleicher oder ähnlicher Zielsetzung realisiert werden.
4. Der Verein ist politisch, ideologisch und religiös neutral ausgerichtet
5. Der Verein ist auf unbefristete Dauer angelegt

§ 3. Gemeinnützigkeit.

1. Der Verein verfolgt ausschließlich und unmittelbar gemeinnützige Zwecke und ist nicht auf Gewinnerzielung gerichtet
2. Der Vereinszweck kann sowohl durch Spenden als auch durch Einnahmen realisiert werden.
3. Eingehende Spenden oder Einnahmen werden nach Abzug von Verwaltungskosten zu 100 % für Projekte ausgegeben. Die Mitglieder erhalten keine Zuwendungen aus Mitteln des Vereins.
4. Mittel dürfen nur zu satzungsgemäßen Zwecken verwendet werden.
5. Der Verein darf im Rahmen der gemeinnützigkeitsrechtlichen Vorschriften Rücklagen bilden.
6. Ein Rechtsanspruch auf Leistungen des Vereins besteht nicht

§ 4. Geschäftsjahr, Vereinsvermögen.

1. Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.
2. Der Verein führt ein Vermögensverzeichnis und eine nach Fördersegmenten getrennte, geordnete Zusammenstellung der Einnahmen und Ausgaben.

§ 5. Organe des Vereins. Organe des Vereins sind der Vorstand und die Mitgliederversammlung.

§ 6. Mitgliedschaft.

1. Jede natürliche oder juristische Person kann ordentliches Mitglied des Vereins werden.
2. Die Mindestanzahl der Mitgliedschaften beträgt drei.
3. Jedes Mitglied besitzt eine Stimme. Ein Mitglied kann sich durch schriftliche Vollmacht von einem anderen Mitglied zur Ausübung des Stimmrechts vertreten lassen. Im Falle von Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden. Ehrenmitglieder sind nicht stimmberechtigt
4. Über die Aufnahme als Mitglied entscheidet nach schriftlichem Antrag der Vorstand. Die Aufnahme kann ohne Angaben von Gründen abgelehnt werden. Gegen die ablehnende Entscheidung kann innerhalb eines Monats nach Zustellung der ablehnenden Entscheidung schriftlich beim Vorstand Widerspruch eingelegt werden. Die nächste Mitgliederversammlung entscheidet endgültig und souverän.
5. Zu Ehrenmitgliedern könne Persönlichkeiten ernannt werden, die sich in besonderer Weise um die Ziele des Vereins verdient gemacht haben. Ehrenmitglieder werden auf Vorschlag des Vorstandes durch Beschluss der Mitgliederversammlung ernannt. Die Ehrenmitgliedschaft gilt über den Tod hinaus.

§ 7. Beendigung der Mitgliedschaft.

1. Die ordentliche Mitgliedschaft erlischt durch:
 - Tod,
 - Austritt,
 - Ausschluss oder
 - Eröffnung des Konkurs- / Vergleichsverfahrens.
2. Die Austrittserklärung hat schriftlich zu erfolgen und hat dem Vorstand spätestens drei Monate vor Ablauf des Kalenderjahres (Datum des Poststempels) zugegangen zu sein. Die verspätet zugegangene Austrittserklärung wird erst zum Ablauf des nächsten Kalenderjahres wirksam.
3. Der Ausschluss erfolgt:
 - falls das Mitglied seinen vereinsrechtlichen Verpflichtungen trotz schriftlicher Aufforderung nicht nachgekommen ist,

- falls das Mitglied die bürgerlichen Ehrenrechte verliert oder
- aus wichtigem Grund, wie z. B. vereinschädigendem Verhalten.

4. Über den Ausschuss entscheidet die Mitgliederversammlung. Es gelten die Bestimmungen des Artikel 12 der „Loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif“. Das Mitglied wird über den Ausschluss unter Angaben der Gründe schriftlich unterrichtet. Gegen den Ausschuss kann innerhalb eines Monats nach Zustellung der Entscheidung beim Vorstand Widerspruch eingelegt werden. Der Widerspruch muss schriftlich erfolgen. Die nächste Mitgliederversammlung entscheidet endgültig und souverän.

§ 8. Gemeinsame Vorschriften für Vorstand und Mitgliederversammlung.

1. Die Organe werden von ihren Vorsitzenden oder deren Stellvertreter schriftlich unter der Bezeichnung der Tagesordnung einberufen. Sie sind beschlussfähig wenn mehr als die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend sind.
2. Über die Sitzungen sind Niederschriften zu fertigen, die von dem Versammlungsleiter und einem weiteren Mitglied zu unterschreiben und bei den Unterlagen des Vereins aufzubewahren sind. Jedes Organmitglied erhält eine Abschrift
3. Die Organmitglieder haften nur bei vorsätzlicher oder grob fahrlässiger Verletzung ihrer Sorgfaltspflichten.

§ 9. Vorstand.

1. Der Vorstand besteht aus mindestens drei und bis zu fünf Personen und zwar:

- dem/der Vorsitzenden / Präsident/in,
- dem /der stellvertretenden Vorsitzenden / Vizepräsident/in,
- dem/der Schriftführer/in/Sekretär/in sowie
- dem/der Schatzmeister/in.

Jeweils zwei der vorgenannten Funktionen sind bündelbar.

2. Die Vorstandsmitglieder sind ehrenamtlich tätig. Sie haben Anspruch auf Ersatz ihrer angemessenen Auslagen.
3. Der Vorstand wird von der Mitgliederversammlung für eine Amtszeit von 10 Jahren gewählt. Eine Wiederwahl ist möglich. Der Vorstand bleibt bis zur Konstituierung des neuen Vorstandes im Amt.

§ 10. Aufgaben und Einberufung des Vorstandes.

1. Der Vorstand hat für die dauernde und nachhaltige Erfüllung des Vereinszwecks zu sorgen.
2. Er führt die laufenden Geschäfte des Vereins im Rahmen der Beschlüsse der Mitgliederversammlung.
3. Der Vorstand kann den/die Vorsitzenden) oder andere Vorstandsmitglieder widerruflich zur Führung einzelner Geschäfte bevollmächtigen und auch besondere Zuständigkeiten auf einzelne Mitglieder übertragen.
4. Die gesetzliche Vertretung des Vereins ist geregelt nach Artikel 3, 13 und 14 der „Loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif“.
5. Die Vorstandsmitglieder sind einzeln zur Vertretung des Vereins berechtigt.
6. Ein Vorstandsmitglied kann nur aus wichtigem Grund abberufen werden. Wichtige Gründe sind insbesondere grobe Pflichtverletzung sowie Unfähigkeit zur ordnungsgemäßen Geschäftsführung.
7. Der Vorstand wird von seinem Vorsitzenden oder dessen Stellvertreter nach Bedarf, mindestens aber einmal jährlich, einberufen. Die Ladungsfrist beträgt zwei Wochen. Sie kann bei Zustimmung aller Vorstandsmitglieder verkürzt werden.
8. Ehrenmitglieder können an den Vorstandssitzungen teilnehmen. Sie haben ein Einsichtsrecht in die Unterlagen des Vorstands.

§ 11. Mitgliederversammlung.

1. Die ordentliche Mitgliederversammlung ist innerhalb von sechs Monaten nach Ablauf eines Geschäftsjahres durch den Vorstand einzuberufen.
2. Außerordentliche Mitgliederversammlungen sind auf Antrag des Vorstandes oder auf schriftliches Verlangen von mindestens einem Viertel der ordentlichen Mitglieder unter Angabe des Grundes binnen vier Wochen einzuberufen.

§ 12. Aufgaben der Mitgliederversammlung.

1. Die Mitgliederversammlung trifft die strategischen Grundsatzentscheidungen. Sie begleitet und überwacht die Geschäftsführung des Vorstandes und hat insbesondere darauf zu achten, dass der Vereinszweck dauernd und nachhaltig erfüllt wird.
2. Der Beschlussfassung durch die Mitgliederversammlung unterliegen insbesondere
 - die Entgegennahme des Rechenschaftsberichtes des Vorstandes für das abgelaufene Geschäftsjahr,
 - die Genehmigung der Jahresrechnung und des Haushaltsplans,
 - Entlastung des Vorstands,
 - die Berufung und Abberufung des Vorstands sowie die diesen betreffenden Rechtsverhältnisse,
 - Wahl eines unabhängigen Rechnungsprüfers, Entgegennahme des schriftlichen Berichts des Rechnungsprüfers und dessen Billigung.

- Kontrolle der Wirtschaftsführung des Vorstands durch einen von der Mitgliederversammlung zu berufenen Kassen-/Rechnungsprüfer,

- Erlass von Bestimmungen zur Erfüllung des Vereinszwecks,
- Satzungsänderung
- Auflösung des Vereins

§ 13. Rechnungsprüfung. Der Rechnungsprüfer hat nach Ablauf eines Geschäftsjahres die vom Vorstand der Mitgliederversammlung vorzulegende Jahresrechnung und Vermögensverwaltung rechnerisch und buchmäßig zu prüfen und der Mitgliederversammlung schriftlichen Bericht zu erstatten. Die Amtszeit des Rechnungsprüfers beträgt drei Jahre, eine Wiederwahl ist möglich.

§ 14. Satzungsänderung.

1. Die Vereinssatzung ist zu ändern, wenn dies nach Auffassung des Vorstandes und der Mitgliederversammlung wegen einer wesentlichen Veränderung gegenüber dem im Zeitpunkt der Entstehung des Vereins bestehenden Verhältnisse geboten ist; sie kann geändert werden, wenn die im Interesse der Leistungs- und Funktionsfähigkeit des Vereins zweckmäßig ist

2. Die Beschlüsse bedürfen der Zustimmung des Vorstandes und einer 3/4 Mehrheit der Mitgliederversammlung.

3. Satzungsänderungen formeller Art, die durch behördliche Auflagen erforderlich werden, kann der Vorstand in eigener Zuständigkeit beschließen und durchführen.

4. Sonstige Satzungsänderungen sowie Satzungsänderungen, die den Zweck gemäß § 2 betreffen, unterliegen den Bestimmungen des Artikel 8 „Loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif“.

§ 15. Zweckänderung, Zusammenlegung, Auflösung, Ausfallvertretung.

1. Eine Satzungsänderung die den Gemeinnützigkeitszweck aufheben soll ist grundsätzlich unzulässig.

2. Der Vereinszweck ist an die veränderten Verhältnisse anzupassen, wenn die Aufgaben des Vereins wegfallen oder deren Erfüllung nicht mehr sinnvoll ist. Der geänderte Zweck soll dem ursprünglichen Vereinszweck nahe kommen. Der Änderungsbeschluss wird erst mit Zustimmung der zuständigen Finanzbehörde wirksam.

3. Für den Fall, dass der gesamte Vorstand handlungsunfähig sein sollte, führen Frau Mechtilde Zimmer - Gillen, 1A, rue de Schlammeté, L- 3397 Roeser und Frau Dany Berchem - Klapp, 13 am Zeep, L- 7415 Brauch (Mersch) einvernehmlich die Geschäfte des Vereins im Sinne des Vorstandes.

4. Der Verein ist mit einem anderen Verein zu einem neuen Verein zusammenzulegen, wenn die Erfüllung des Vereinszwecks nur noch auf diesem Weg ganz oder teilweise möglich ist

5. Der Verein kann aufgelöst werden, wenn der Vereinszweck auf absehbare Zeit nicht erfüllt werden kann und dies auch durch eine Anpassung des Vereinszwecks nicht möglich ist. Die Auflösung erfolgt nach den Bestimmungen des Artikel 20 der „Loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif“.

6. Die vorstehenden Maßnahmen bedürfen je einer 3/4 - Mehrheit der Zustimmung des Vorstandes sowie der Mitgliederversammlung.

7. Im Falle der Auflösung oder Aufhebung des Vereins oder bei Wegfall ihrer steuerbegünstigten Zwecke fällt ihr Vermögen an SOS Kinderdorf Mersch/ Luxemburg mit der Auflage, es ausschließlich und unmittelbar für steuerbegünstigte Zwecke im Sinne der Vereinszwecke zu verwenden.

Die Neufassung der seit dem 29. Oktober 2007 geltenden Statuten wurde satzungsgemäß durch den Vorstand und die Mitgliederversammlung am 30.12.2010 einvernehmlich gebilligt

Verbindlich ist die deutsche Fassung, die im luxemburgischen Amt „Memorial“ veröffentlicht wurde.

Sie gilt ab dem Datum der Bekanntgabe im Amtsblatt Memorial „C“ von Luxemburg.

Gezeichnet in Luxemburg am 2. Januar 2011 durch.

Carol Zimmer / Ingrid Kläs / Gudrun Kläs

Vorstandsvorsitzende / Präsidentin / Stellvertretende Vorstandsvorsitzende / Vizepräsidentin und Sekretärin / Schatzmeisterin

Référence de publication: 2011010359/164.

(110010608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2011.

Jalor Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 69.601.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale des Actionnaires tenue extraordinairement le 22 février 2011

Première résolution:

L'Assemblée accepte la démission de M. John Seil en tant qu'administrateur de la société avec effet au 1^{er} janvier 2011.

Deuxième résolution:

L'Assemblée Générale décide de nommer avec effet au 1^{er} janvier 2011 la personne suivante en tant qu'administrateur de la société jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2011:

- M. Gerdy Roose, expert-comptable, né le 14 février 1966 à Wevelgem, Belgique, résidant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2 Avenue Charles De Gaulle.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JALOR FINANCE S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2011029842/18.

(110036259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Jasper Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 94.619.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011029843/9.

(110036060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Jean-Pierre Rinnen et Fils Troisvierges, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9912 Troisvierges, 10, rue Tubeseck.

R.C.S. Luxembourg B 94.419.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 02 mars 2011.

RINNEN

TROISVIERGES L-9912 - 10, rue Tubeseck

Signature

Référence de publication: 2011029844/13.

(110036239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

O Mundo das Crianças Santo Expedito, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4808 Rodange, 99, Chemin de Brouck.

R.C.S. Luxembourg F 8.596.

STATUTS

Entre les soussignés:

Madame Natalia De Jesus Nogueira Almeida, demeurant à L-4808 Rodange, 99, rue Chemin de Brouck,

Monsieur Antonio Jorne, demeurant à L-4038 Esch-sur-Alzette, 2-4, rue Boltgen,

Monsieur Joao Correia, demeurant à P-7080-165 Vendas Novas (Portugal), Bairro General Vasco Gonçalves, Bloco 12, res do chao esquerdo.

Et ceux qui, conformément aux présents statuts, seront admis à la suite comme membres, il a été constitué une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928 et les présents statuts.

Dénomination, Durée, Siège

Art. 1^{er}. L'association prend la dénomination Association «O Mundo das Crianças Santo Expedito» (Le Monde des Enfants). Son siège social est à 99, rue Chemin de Brouck, L-4808 Rodange. Il peut être transféré dans n'importe quelle autre localité du Grand-Duché par décision du Conseil d'Administration. La durée de l'association est illimitée.

Objet social et But

Art. 2. En priorité d'apporter aide et assistance aux enfants en situation très difficile notamment au Portugal et au Luxembourg, éventuellement dans d'autres pays du monde: enfants abandonnés, enfants des rues, enfants maltraités, enfants exploités etc.

D'engager et conduire toute action visant à leur apporter accueil, protection, soutien, éducation, formation et insertion professionnelle, par tout moyen nécessaire, afin de les rendre aptes à assumer à terme leurs responsabilités d'adultes dans leur pays d'origine.

A cette fin, l'association s'efforcera d'organiser des actions d'information et de prévention afin de prévenir et d'empêcher que tout abus se produise à l'encontre des enfants, et organisera toute action en vue de sensibiliser l'opinion publique à ce sujet.

L'association est autorisée à faire tous les actes juridiques généralement quelconque se rattachant à cet objet ou pouvant directement ou indirectement faciliter l'accomplissement du but social.

Art. 3. L'association collaborera avec les autorités publiques compétentes tant l'État que les communes ainsi qu'avec les organisations et personnes juridiques de droit privé ayant un but similaire ou analogue.

Membres

Art. 4. Peut être admise comme membre, toute personne qui adresse une demande d'admission au conseil d'Administration et déclare adhérer aux présents statuts. Le Conseil d'Administration statue à la majorité simple sur les demandes d'admission. Un refus ne doit pas être motivé.

Chaque membre devra acquitter sa cotisation annuelle.

Les montants maxima et l'échéance de la cotisation sont fixés par l'assemblée générale.

Art. 5. La qualité de membre se perd:

- a) par démission volontaire
- b) par l'exclusion pour inobservation continue des dispositions légales et statutaires, ou actions contre les intérêts de l'association, l'intéressé ayant préalablement été entendu en ses explications.

Toute exclusion doit être ratifiée par l'assemblée générale statuant à la majorité de deux tiers des voix.

Art. 6. Le nombre minimum des membres ne pourra être inférieur à trois.

Administration

Art. 7. L'association est gérée par un Conseil d'Administration de trois personnes au moins, élues parmi les membres de l'assemblée générale à la simple majorité des voix des membres présents ou représentés. Les membres du Conseil d'Administration sont élus pour un terme de 3 ans. Leur mandat est renouvelable.

Le Conseil d'administration désigne en son sein un Président, un secrétaire et un trésorier. Il gère les affaires de l'association et la représente à l'égard des tiers. Le Conseil d'Administration est tenu de soumettre tous les ans à l'approbation de l'assemblée générale le rapport financier et moral de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

Le Président du Conseil d'Administration convoque les assemblées générales et en fixe l'ordre du jour. En cas d'empêchement il est remplacé par le secrétaire.

Le secrétaire s'occupe des écritures de l'association. Il rédige les procès-verbaux des assemblées générales et des réunions de Comité. A cette fin il tiendra un registre dans lequel seront inscrites toutes les résolutions avec la signature du Président et du secrétaire.

Le trésorier est chargé de la tenue de la comptabilité. Il effectue le paiement des dépenses.

L'assemblée générale désigne chaque année à la majorité simple des voix des membres présents et représentés deux réviseurs de caisse auxquels le trésorier présentera à la fin de chaque exercice qui est la fin de l'année civile le compte financier de l'exercice.

Les réviseurs de caisse élus pour le terme d'un an sont rééligibles.

Le secrétaire est tenu de présenter, aux membres de l'Association qui en font la demande, le registre dans lequel sont inscrites toutes les résolutions. Toutes résolutions intéressant les tiers seront publiées au Mémorial.

Art. 8. Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la simple majorité des voix des membres présents ou représentés.

Art. 9. Le Conseil d'Administration peut se faire assister en outre dans ses délibérations par les experts qu'il jugera utiles.

Revenus

Art. 10. Les revenus de l'association sont constitués par les contributions volontaires des membres et de tierces personnes et par les subventions des autorités publiques, le cas échéant. L'association participera en outre à toute sorte d'animation dans un but de promotion dont les bénéfices seront reversés uniquement à l'association.

Assemblée générale

Art. 11. L'assemblée générale se réunit chaque année au mois d'avril au plus tard.

Elle est convoquée par simple lettre postale adressée à tous les membres 8 jours avant la date fixée.

L'ordre du jour est joint à la convocation.

Le vote par procuration est autorisé.

Art. 12. L'assemblée a dans ses attributions

- la nomination et la révocation des administrateurs
- l'approbation des budgets et des comptes
- l'exclusion de membres
- la modification des statuts
- la dissolution de l'association.

Art. 13. Des assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées par le Conseil d'Administration autant de fois que l'intérêt de l'association l'exige.

Elles sont convoquées à la requête écrite au président du Conseil d'Administration émanant d'un cinquième des membres, avec l'indication de l'ordre du jour, du lieu de réunion, de la date et de l'heure prévus pour l'assemblée.

Cette date ne peut être fixée à un délai inférieur à un mois de la requête.

Art. 14. Les modifications aux statuts sont régies par les dispositions des articles 8 et 9 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

Dispositions diverses

Art. 15. La dissolution de l'association est régie par les articles 20 et 23 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

Art. 16. Les points non précisés par les présents statuts sont réglés par la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif ou par assemblée générale.

Art. 17. Le premier Conseil d'Administration élu par l'assemblée générale qui s'est réunie en date du 30 décembre 2010 est composé des personnes suivantes:

Président:

Natalia De Jesus Nogueira Almeida, demeurant à L-4808 Rodange, 99, rue Chemin de Brouck,

Secrétaire:

Antonio Jorne, demeurant à L-4038 Esch-sur-Alzette, 2-4, rue Boltgen,

Trésorier:

Joao Correia, demeurant à P-7080-165 Vendas Novas (Portugal), Bairro General Vasco Gonçalves, Bloco 12, res do chao esquerdo.

Fait à Luxembourg, le 30 décembre 2010.

Jamila KHELILI

Avocat à la cour

101, rue de Bonnevoie

L-1261 LUXEMBOURG

Signature

Le Mandataire

Référence de publication: 2011010368/111.

(110010876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2011.

Juventus Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 136.749.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliaire

Signature

Référence de publication: 2011029845/13.

(110035847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

JYL Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens, Zone Industrielle Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 77.482.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011029846/9.

(110036015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

K.S. Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 120, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 138.804.

Extrait de l'assemblée générale du 18 février 2011

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale de la société tenue à Luxembourg le 18 février 2011, que les résolutions suivantes ont été adoptées:

- L'assemblée générale accepte, avec effet immédiat, la démission de Monsieur Vadim Kharin en tant qu'administrateur de la société.

- L'assemblée décide de nommer, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Madame Elena Kharina Diachenko, née le 30.09.1974 à Stanokonstantinov (Ukraine), demeurant au 81, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la société, et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2011.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011029847/20.

(110036497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Apasco Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 2, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 158.213.

STATUTS

L'an deux mille onze, le cinq janvier;

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, employé privé, né à Paris (France), le 1^{er} février 1946, demeurant à L-1952 Luxembourg, 27, rue Nina et Julien Lefevre.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont les statuts sont arrêtés comme suit:

Titre I^{er} . Forme - Dénomination - Durée - Siège - Objet

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous le nom de Apasco Services S.à r.l. (ci-après la "Société") qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Schuttrange.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés et en toute autre localité de la ville de Luxembourg en vertu d'une décision du conseil de gérance.

Il pourra être créé, par décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. La Société a pour objet toutes opérations, transactions, prestations de services et autres activités en matière économique, commerciale et financière, ainsi que toutes activités se rapportant à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, et la liquidation d'un patrimoine mobilier et immobilier; elle pourra notamment employer ses fonds à l'achat, la vente, l'échange, la location, la transformation, l'aménagement et la mise en valeur sous des formes quelconques de tous droits et biens mobiliers et immobiliers, bâtis et non bâtis, situés au Luxembourg ou dans tous autres pays, tant pour son compte que pour le compte d'autrui; elle pourra encore réaliser toutes transactions, entreprises et opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet; elle pourra prendre et gérer toutes participations sous quelque forme que ce soit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés et toute activité sociale de tiers et effectuer toutes opérations susceptibles de favoriser directement ou indirectement son extension ou son développement.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-) représenté par cent vingt-quatre (124) parts d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Art. 6. Toute assemblée générale des associés de la Société régulièrement constituée représente l'entière responsabilité des associés de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Sauf stipulation contraire contenue dans la loi, les décisions de l'assemblée générale dûment convoquée seront prises à la majorité simple des présents et votants.

Le capital et d'autres dispositions des présents statuts peuvent, à tout moment, être changés par l'associé unique ou par la majorité des associés représentant au moins trois quarts (3/4) du capital. Les associés peuvent changer la nationalité de la Société par une décision unanime.

Si tous les associés sont présents ou représentés et s'ils confirment qu'ils ont été dûment informés de l'agenda de l'assemblée, l'assemblée générale peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 7. Chaque part donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La Société reconnaît une seule personne par part; si une part est détenue par plus d'une personne, la Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme en étant le seul propriétaire dans les relations avec la Société.

Chaque part sociale donne droit à une fraction de l'actif social et des bénéfices de la Société proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 8. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique prises dans le domaine de l'alinéa 1^{er} sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 9. Si la Société compte au moins deux associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Le transfert de parts sociales entre vifs à des non-associés est soumis à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de décès d'un associé le transfert de parts sociales à des non-associés est soumis à l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois quarts (3/4) des droits appartenant aux survivants. Dans ce cas, cependant, l'agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Titre III. Administration

Art. 12. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions.

Pour permettre à ses gérants de fournir des prestations d'Administrateur et autres, la Société met à leur disposition les moyens matériels adéquats.

Art. 13. Le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées d'associés.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans la convocation.

Une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance doit être adressée à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion, excepté en cas d'urgence pour lequel la nature des circonstances d'urgence doit être mentionnée dans la convocation. Cette convocation peut être écartée par l'accord écrit par lettre, télécopie ou e-mail de chaque gérant. Des convocations séparées ne sont pas requises pour des réunions individuelles tenues à des lieux et heures prescrites dans un programme préalablement adopté par une résolution du conseil de gérance.

Tout gérant pourra prendre part à une réunion du conseil de gérance en donnant pouvoir à un autre gérant par écrit par lettre, télécopie ou e-mail.

Les votes pourront être également effectués par écrit par lettre, télécopie ou e-mail.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les gérants ont le même effet que des résolutions votées en réunion des gérants.

Art. 14. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui a présidé une telle réunion.

Les copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion seront signés par le président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 15. Le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter tous actes d'administration et de disposition pour compte de la Société et dans l'intérêt de celle-ci.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance pourra déléguer ses pouvoirs de conduire les affaires courantes de la Société et la représentation de la Société pour de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des membres, à un ou plusieurs membres du conseil de gérance ou à toute autre personne ou à tout comité (dont les membres n'ont pas à être gérants) délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Il pourra également confier tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne qui ne doit pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 16. Vis-à-vis des tiers la Société est valablement engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de chaque gérant.

Art. 17. Dans l'exécution de leur mandat, les gérants ne sont pas responsables personnellement des engagements de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils sont responsables de l'exercice correct de leurs obligations.

Art. 18. L'année sociale commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre, à l'exception du premier exercice social qui débutera au jour de constitution de la Société et se terminera le trente et un décembre de l'année deux mille onze.

Art. 19. A la fin de chaque exercice, le conseil de gérance prépare les comptes annuels qui sont à la disposition des associés au siège social de la Société.

Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'assemblée générale des associés, sur recommandation du conseil de gérance, déterminera l'affectation des bénéfices nets annuels.

Des dividendes intérimaires pourront être distribués, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance,
2. ces comptes font apparaître un bénéfice y inclus les bénéfices reportés,
3. la décision de verser des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés,
4. le paiement est effectué lorsque la Société a obtenu l'assurance que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

Titre IV. Dissolution - Liquidation

Art. 20. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par assemblée générale des associés décidant de la dissolution et fixant les pouvoirs et la rémunération des liquidateurs.

Art. 21. Tout ce qui n'est pas expressément réglementé par les présents statuts sera déterminé en concordance avec la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les cent vingt-quatre (124) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, préqualifié, et libérées entièrement par le souscripteur prédit moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme douze mille quatre cent euros (EUR 12.400,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Loi anti-blanchiment

L'associé unique déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la Société faisant l'objet des présentes et certifier que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément que ces conditions sont remplies.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève approximativement à la somme de neuf cents euros.

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique représentant l'intégralité du capital social souscrit a pris immédiatement les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé à L-5365 Munsbach, 2, rue Gabriel Lippmann, (Parc d'activité Syrdall 2).
2. Le nombre de gérants est fixé à 1 (un).
3. Est nommé gérant pour une durée illimitée:

- Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, employé privé, né à Paris (France), le 1^{er} février 1946, demeurant à L-1952 Luxembourg, 27, rue Nina et Julien Lefevre.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J-M. LEGENDRE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 janvier 2011. LAC/2011/1572. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur p.d. , (signé): Conny SCHUMACHER.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Référence de publication: 2011010573/166.

(110012347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

Kaveat S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 154.028.

EXTRAIT

En date du 28 février 2011, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Marjoleine van Oort, en tant que gérant, est acceptée avec effet immédiat.
- Wim Rits, avec adresse professionnelle au «15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg», est élu nouveau gérant de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 2 mars 2011.

Référence de publication: 2011029848/15.

(110036305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Key Lux I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 155.751.

EXTRAIT

En date du 2 mars 2011, l'associé unique a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de Johanna van Oort, en tant que gérant, est acceptée avec effet immédiat.
- Wim Rits, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance est maintenant composé comme suit:

- Wim Rits
- Ivo Hemelraad

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 2 mars 2011.

Référence de publication: 2011029849/18.

(110036494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

ASA Finance & Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 59.003.

L'an deux mille dix, le trente décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem.

Ont comparu:

La Compagnie Financière de Gestion Luxembourg S.A., ayant son siège social à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, étant inscrite au R.C.S. de Luxembourg section B numéro 34.261,

ici représenté par Monsieur Christoph PIEL, résidant professionnellement à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II,

en vertu d'un pouvoir général datée du 13 décembre 2010 à Luxembourg, donné par Monsieur Jacques RECKINGER, maître en droit, résident professionnellement à Luxembourg, en sa qualité de Directeur de la Compagnie Financière de Gestion Luxembourg S.A., préqualifiée, lequel pouvoir général reste joint au présent acte.

Laquelle comparante, représentée comme il est dit, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Qu'elle déclare être l'actionnaire unique de la société dénommée ASA FINANCE & HOLDING S.A., avec siège social à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, inscrite au registre du commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 59.003;

ci-après nommée la "Société".

- Que la société a été constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 21 avril 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés numéro 414 du 31 juillet 1997 et que les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par décision du conseil d'administration de la société en application de l'article 62 en date du 1 août 2001, tel que publié par extrait au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 24 avril 2001, numéro 294.

- Que le capital social de la Société est fixé à un million deux cent quarante mille euros (1.240.000,- €) divisé en cinq cents (500) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libéré.

- Que l'actionnaire unique, s'est rendu successivement propriétaire de la totalité des actions de la Société.

II.- Que l'actionnaire unique est valablement représenté à la présente assemblée, qui est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que la société n'a pas émis d'emprunts obligataires.

IV.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Décision de mise en liquidation volontaire de la société;
2. Nominations d'un ou plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs;
3. Divers.

Première résolution

L'actionnaire unique décide la mise en liquidation de la société avec effet à partir de ce jour.

Deuxième résolution

A été nommé liquidateur Monsieur Jacques RECKINGER, maître en droit, demeurant professionnellement à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

Le liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif et apurer le passif de la société. Dans l'exercice de sa mission, le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et il peut se référer aux écritures de la société. Le liquidateur pourra sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires. Le liquidateur pourra engager la société en liquidation sous sa seule signature et sans limitation. Il dispose de tous les pouvoirs tels que prévus à l'article 144 de la loi sur les sociétés commerciales, ainsi que de tous les pouvoirs stipulés à l'article 145 de ladite loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisés par l'assemblée générale des associés.

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'actionnaire unique lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite en langue du pays au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. PIEL, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 6 janvier 2011. Relation: EAC/2011/334. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011010593/57.

(110012270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

KPI Investment Property 55 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 124.194.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011029855/11.

(110036032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

KPI Investment Property 55 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 124.194.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011029856/11.

(110036033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Asco Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 53.496.

L'an deux mille dix, le quatorze décembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding "ASCO HOLDING S.A.", ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle, RCS Luxembourg B 53.496, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Hesperange, en date du 19 décembre 1995, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 140 du 20 mars 1996, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Hesperange, en date du 7 septembre 2000, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 234 du 30 mars 2001.

L'assemblée est présidée par Annick Braquet, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Solange Wolter, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Arlette Siebenaler, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président déclare et prie le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II. Toutes les actions étant représentées à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. La présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

- Changer l'objet social de la société en Soparfi et modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

- Divers.

L'assemblée ayant entendu l'ordre du jour, prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Première résolution

L'assemblée décide de changer l'objet social de la société en SOPARFI de sorte que l'article 4 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«La société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: A. BRAQUET, S. WOLTER. A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2010. Relation: LAC/2010/58382. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): T. BENNING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 17 janvier 2011.

Référence de publication: 2011010594/58.

(110012606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

KPI Investment Property 55 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 124.194.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011029857/11.

(110036034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Lucky Lux Consulting G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 65.584.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011029878/10.

(110035924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Ludmilla S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 144.531.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire

L'Assemblée a décidée:

L'Assemblée a décidée de démissionner comme administrateur-délégué à partir du 15 Janvier 2011:

Monsieur Alexander Claessens , demeurant professionnellement 29 avenue Monterey L-2163 Luxembourg.

L'Assemblée a décidée de nommer comme administrateur à partir du 15 Janvier 2011:

LUDMILLA Hungary Projekt Korlátolt Felelősségű Társaság , avec siège 1089 Budapest, Diószeghy S u. 50. V. em. 506 enregistrée numéro 22918668-2-42 au Court of Company Registration à Budapest

Fait à Luxembourg le 15 Janvier 2011.

Mr Sylvain Thiery

Mandaté

Référence de publication: 2011029879/17.

(110035894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

D2R Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2514 Luxembourg, 3, rue Jean-Pierre Sauvage.

R.C.S. Luxembourg B 99.488.

L'an deux mille dix, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "D2R HOLDING S.A.", ayant son siège social à Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B numéro 99488 constituée suivant acte reçu le 13 février 2004, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 437 du 24 avril 2004 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 4 septembre 2006, publié au Mémorial C numéro 725 du 27 avril 2006.

L'assemblée est présidée par Maître Erwin SOTIRI, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Flora Gibert, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les 700 (sept cents) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1 - Adoption du statut d'une «Société de Participations Financières» (SOPARFI) et modification subséquente de l'article 2 des Statuts de la Société relatives à l'objet de la société pour lui donner la teneur suivante:

"La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, toutes opérations en matière de propriété immobilière ou mobilière que la Société jugera utiles à l'accomplissement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans toute entreprise luxembourgeoise ou étrangère sous la forme d'une société anonyme ou d'une société à responsabilité, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

En particulier, la Société peut utiliser ses fonds à la création, la gestion, le développement et la disposition d'un portefeuille comprenant tous types de valeurs mobilières ou de marques et de brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toutes entreprises, acquérir tous titres, marques et brevets, soit par voie d'apport, de souscription, d'achat ou autrement, option, ainsi que les réaliser par vente, cession, échange ou autrement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut émettre par voie de placement privé uniquement, des titres, des obligations et tous titres de dettes et / ou de valeurs mobilières. La Société peut prêter des fonds, y compris, sans limitation, les revenus de tous emprunts et / ou émissions de valeurs mobilières à ses filiales, sociétés affiliées et / ou à toute autre société. Elle peut également donner des garanties et nantir, transférer, grever ou autrement créer et accorder des sûretés sur tout ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et / ou obligations et engagements de toute autre société et, plus généralement, pour son propre bénéfice et / ou le bénéfice de toute autre société ou personne.

La Société peut également exercer son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut également procéder à l'acquisition, gestion, développement, vente et location de tout bien immobilier, meublé ou non, et en général, effectuer toutes opérations immobilières à l'exception de celles réservées à un courtier en immobilier et concernant le placement et la gestion de l'argent. En général, la Société peut effectuer toutes opérations patrimoniales, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes les opérations qui visent à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation et le développement de son objet."

2 - Annulation du sixième alinéa de l'article 5 des statuts.

3 - Modification du septième alinéa de l'article 5 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

"La Société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs de la Société, par la signature unique de l'administrateur-délégué dans les limites de la gestion journalière, ou par la signature conjointe ou unique de toutes personnes auxquelles un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil d'administration."

4 - Modification de l'article 11 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante: "Tous les points non réglés par les présents statuts seront déterminés en conformité avec la loi du 10 août 1915 telle que modifiée sur les sociétés commerciales."

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide d'adopter le statut d'une «Société de Participations Financières» (SOPARFI) et modification subséquente de l'article 2 des Statuts de la Société relatives à l'objet de la société pour lui donner la teneur suivante:

"La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, toutes opérations en matière de propriété immobilière ou mobilière que la Société jugera utiles à l'accomplissement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise luxembourgeoise ou étrangère sous la forme d'une société anonyme ou d'une société à responsabilité, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

En particulier, la Société peut utiliser ses fonds à la création, la gestion, le développement et la disposition d'un portefeuille comprenant tous types de valeurs mobilières ou de marques et de brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toutes entreprises, acquérir tous titres, marques et brevets, soit par voie d'apport, de souscription, d'achat ou autrement, option, ainsi que les réaliser par vente, cession, échange ou autrement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut émettre par voie de placement privé uniquement, des titres, des obligations et tous titres de dettes et / ou de valeurs mobilières. La Société peut prêter des fonds, y compris, sans limitation, les revenus de tous emprunts et / ou émissions de valeurs mobilières à ses filiales, sociétés affiliées et / ou à toute autre société. Elle peut également donner des garanties et nantir, transférer, grever ou autrement créer et accorder des sûretés sur tout ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et / ou obligations et engagements de toute autre société et, plus généralement, pour son propre bénéfice et / ou le bénéfice de toute autre société ou personne.

La Société peut également exercer son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut également procéder à l'acquisition, gestion, développement, vente et location de tout bien immobilier, meublé ou non, et en général, effectuer toutes opérations immobilières à l'exception de celles réservées à un courtier en immobilier et concernant le placement et la gestion de l'argent. En général, la Société peut effectuer toutes opérations patrimoniales, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes les opérations qui visent à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation et le développement de son objet."

Deuxième résolution

L'assemblée décide de supprimer le sixième alinéa de l'article 5 des statuts.

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier le septième alinéa de l'article 5 des statuts de la société pour lui donner la teneur indiquée ci-dessus à l'ordre du jour.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 11 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante: "Tous les points non réglés par les présents statuts seront déterminés en conformité avec la loi du 10 août 1915 telle que modifiée sur les sociétés commerciales."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille trois cents Euro.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: E. SOTIRI, F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 30 décembre 2010. Relation: LAC/2010/59970. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2011.

Référence de publication: 2011010697/107.

(110012118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

INTERCONSULT, Luxembourg International Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 40.312.

Extrait des minutes de l'assemblée générale annuelle du 28 février 2011

L'Assemblée décide de réélire comme Administrateurs:

- Me. Marc Feider, Président du Conseil, avec adresse professionnelle 33 avenue. J.-F. Kennedy, L 1855 Luxembourg;
- M. Lorenzo Modestini, avec adresse professionnelle 10-12, avenue Pasteur, L - 2310 Luxembourg;
- M. Daniele Molinaro, avec adresse professionnelle 4, via Che Guevara, I-42100 Reggio Emilia (Italie);

L'Assemblée décide de réélire comme Administrateurs Directeurs:

- Mr. Alexis Kamarowsky, Directeur de Sociétés, avec adresse professionnelle 7, Val Sainte Croix in L-1371 Luxembourg;
- Mr. Federigo Cannizzaro di Belmontino, Directeur de Sociétés, avec adresse professionnelle 7, Val Sainte Croix in L-1371 Luxembourg.

Les mandats des Administrateurs et des Administrateurs Directeurs viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de l'année 2012.

Luxembourg, le 28 février 2011.

Pour extrait conforme

INTERCONSULT

Signatures

Référence de publication: 2011029881/23.

(110036272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

KPI Investment Property 56 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 124.181.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2011029860/11.

(110036037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Biomedic Laboratories Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 10, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 57.923.

In the year two thousand and ten, on the eighth of December.

Before Us, Maître Jean Joseph WAGNER, residing at Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the société anonyme holding "BIOMEDIC LABORATORIES HOLDING S.A.", established and with its registered office at 10, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, listed in the Luxembourg Trade and Company Register with the number B 57.923, incorporated in accordance with a deed received by a notarial deed on 17 January 1997, published in Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, number 234 of 13 May 1997. The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a notarial deed on 7 March 2007, published in Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, number 1459 of 14 July 2007.

The meeting was opened under the chairmanship of Mrs Cynthia Fradcourt, private employee, with professional address in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Ms Angélique Gotti, private employee, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Ms Myriam Bettach, private employee, with professional address in Luxembourg.

The board thus constituted noted that all the shareholders representing the totality of the share capital were present or represented by proxy, as shown by an attendance list attached hereto and signed "ne varietur" by the shareholders or their proxies together with the members of the board.

The said list shall remain attached to these minutes so that they may be submitted together for the formalities to be undertaken by the Registration Department.

All the shareholders present or duly represented stated that they waived the requirement for specific advance notification of the meeting and considered that they were duly convened to have received full knowledge of the agenda which was worded as follows:

1. Transformation of the Company into a «Société de Participation Financière» (SOPARFI).
2. Complete overhaul of the articles of incorporation

The Chairman then put the various motions to the vote and the meeting unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolved to change the company into a «Société de Participation Financière» (SOPARFI).

Second resolution

The general meeting resolved to proceed to the complete overhaul of the articles of incorporation as follows:

Name - Registered office - Duration - Object capital

Art. 1. There is herewith formed a Luxembourg joint stock company ("société anonyme") under the name of "BIO-MEDIC LABORATORIES HOLDING S.A.".

Art. 2. The registered office is in Luxembourg-City.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand-Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The object of the company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, as well as the management, control and development of such participations.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises in Luxembourg and abroad and may render them every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise.

The company may lend and borrow with or without interests in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

The company may carry out any other securities, financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with its objects and maintain a commercial establishment open to the public. It may also conduct all real estate transactions, such as buying, selling, renting, development and management of real estate.

The company may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at fifty thousand US Dollars- (50'000.- USD) divided into twenty-five thousand (25.000) shares with a par value of two US Dollars (2.- USD) each.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders, subject to the restriction foreseen by law.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

The subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Board of directors and Statutory auditors

Art. 6. The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company. However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

Art. 7. The board of directors shall choose among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted with the restriction that a director can only represent one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, telefax or email, confirmed by letter.

Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

Circular resolutions of the board of directors shall be validly taken if approved in writing by all of the directors. Such approval may be expressed in a single or in several separate documents which together shall form the circular resolution.

Art. 8. Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general shareholders' meeting by the law of August 10th, 1915, as subsequently modified, or by the present articles of incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors may delegate the daily management of the company and the representation of the company within such daily management of the company and within such daily management to one or more directors, executives, employees or other persons who may be but need to be shareholders, or delegate special powers or proxies, or entrust specific permanent or temporary functions to persons or agents chooses by it.

The first person(s) to whom the daily management of the company is delegated to, may be elected at the first general meeting of shareholders.

Art. 12. The Company will be bound either by the joint signature of two (2) directors, one signature being in every case the signature of the delegated of the board, or by the sole signature of the delegated of the board, or by the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors. In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole director.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 14. The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the first Wednesday in the month of June of each year at 10.00. a.m..

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The board of directors or the statutory auditor(s) may convene other general meetings of shareholders. Such meetings must be convened if shareholders representing at least one tenth of the company's capital so require.

One or more shareholders who together hold at least 10% of the subscribed share capital may require that one or more additional items be put on the agenda of any general meeting.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the board of directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote. The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the company.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January 1st and ends on December 31st of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least five percent of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 21. The law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary.

There being no further business the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergences between the English and the French texts, the English version shall be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française de ce qui précède

L'an deux mille dix, le huit décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme holding, «BIOMEDIC LABORATORIES HOLDING S.A.», établie et ayant son siège social à 10, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 57.923, constituée suivant acte notarié en date du 17 janvier 1997, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, numéro 234 du 13 mai 1997: Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant notarié en date du 7 mars 2007, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, numéro 1459 en date du 14 juillet 2007.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Mademoiselle Cynthia Fradcourt, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Madame la présidente désigne comme secrétaire Mademoiselle Angélique Gotti, employée privée, avec même adresse professionnelle.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Myriam Bettach, employée privée, avec même adresse professionnelle.

Le bureau ainsi constitué constate que tous les actionnaires représentant l'intégralité du capital social sont présents, respectivement représentés par fondés de procuration, ce qui résulte d'une liste de présence annexée aux présentes et signée «ne varietur» par les actionnaires respectivement leurs fondés de procuration ainsi que les membres du bureau.

Ladite liste restera annexée à la présente minute pour être soumise avec elle aux formalités de l'Enregistrement.

Tous les actionnaires présents ou dûment représentés déclarent renoncer à une convocation spéciale et préalable et se considèrent dûment convoqués pour avoir reçu une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui est conçu comme suit:

1. Transformation de la société en Société de Participation Financière (SOPARFI)
2. Refonte totale des statuts.

Le Président a ensuite mis au vote les différentes propositions de résolutions et l'assemblée a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide transformer la société en Société de participation financière (SOPARFI).

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de procéder à une refonte complète des statuts conçus comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de «BIOMEDIC LABORATORIES HOLDING S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts et procéder à l'émission d'obligations.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, la location, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à cinquante mille dollars américains (50'000.- USD) divisé en vingt-cinq mille (25.000) actions d'une valeur nominale de deux dollars américains (2.- USD) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, sous réserve des restrictions prévues par la loi.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 7. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télécopie, ou voie électronique, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Des résolutions du conseil d'administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont approuvées par écrit par tous les administrateurs. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés qui ensemble formeront la résolution circulaire.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres agents qui peuvent mais ne doivent pas être actionnaires de la société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La (Les) première(s) personne(s) à qui sera (seront) déléguée(s) la gestion journalière peut (peuvent) être nommée (s) par la première assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. La Société sera engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs dont obligatoirement celle de l'administrateur-délégué, soit par la signature unique de l'administrateur-délégué, soit par la signature unique de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier mercredi du mois de juin de chaque année à 10.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Le conseil d'administration ou le(s) commissaire(s) aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales des actionnaires. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un dixième du capital social le demandent.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale.

Les assemblées générales, y compris l'assemblée générale annuelle peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil d'administration.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les activités de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants une version anglaise des statuts a été établie, à la requête des mêmes personnes il est décidé, qu'en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. FRADCOURT, A. GOTTI, M. BETTACH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 14 décembre 2010. Relation: EAC/2010/15740. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011010620/321.

(110012543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

KPI Investment Property 57 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 124.177.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011029861/11.

(110036038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

KPI Investment Property 57 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 124.177.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011029862/11.

(110036039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

KPI Investment Property 59 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 124.404.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011029863/11.

(110036040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Marshall Monteagle Holdings, Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 19.600.

Les comptes annuels au 30.09.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011029891/10.

(110036455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Chez Maria S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1463 Luxembourg, 1, rue du Fort Elisabeth.

R.C.S. Luxembourg B 158.217.

—
STATUTS

L'an deux mille onze, le douze janvier.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU:

1.- Madame Iuliana Maria BLEGAN, serveuse, demeurant à L-2628 Luxembourg, 46, rue des Trevires.

2.- Madame Maria Madalina VADUVA, serveuse, demeurant à L-1130 Luxembourg, 16-18, rue d'Anvers.

Lesquelles comparantes ont déclaré former par les présentes une société à responsabilité limitée, régie par la loi afférente et par les présents statuts.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et les propriétaires de parts qui pourront l'être dans la suite, une société à responsabilité limitée régie par la loi du 10 août 1915, la loi du 18 septembre 1933 et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'un café avec débit de boissons alcooliques et non-alcooliques.

Elle pourra faire toutes les opérations commerciales ou industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée sauf le cas de dissolution.

Art. 4. La société prend la dénomination de «Chez Maria S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger en vertu d'un consentement des associés.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,-) chacune.

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- Madame Iuliana Maria BLEGAN, serveuse, demeurant à L-2628 Luxembourg, 46, rue des Trevires, cinquante parts sociales	50
2.- Madame Maria Madalina VADUVA, serveuse, demeurant à L-1130 Luxembourg, 16-18, rue d'Anvers, cinquante parts sociales	50
TOTAL: CENT parts sociales	100

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-dix-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires des parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 12. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués par l'assemblée des associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la société, à condition qu'ils rentrent dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, l'assemblée générale fixe les attributions et pouvoirs des différents gérants.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature du ou des gérants agissant dans la limite de l'étendue de sa fonction telle qu'elle résulte de l'acte de nomination.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent, dans les formes prévues par l'article 193 de la loi sur les sociétés commerciales.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 16. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, le bilan et le compte de profits et pertes, le tout conformément à l'article 197 de la loi du 18 septembre 1933.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 18. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des amortissements constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-trois des lois sur les sociétés (loi du dix-huit septembre mil neuf cent trente-trois) se trouvent remplies.

Libération du capital social

Toutes ces parts ont été immédiatement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2011.

Evaluation

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille Euros (€ 1.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les associées, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunies en assemblée générale et à l'unanimité des voix, elles ont pris les résolutions suivantes.

1.- Est nommée gérante technique de la société pour une durée indéterminée:

Madame Iuliana Maria BLEGAN, serveuse, demeurant à L-2628 Luxembourg, 46, rue des Trevires.

2.- Est nommée gérante administrative de la société pour une durée indéterminée:

Madame Maria Madalina VADUVA, serveuse, demeurant à L-1130 Luxembourg, 16-18, rue d'Anvers.

3.- La société est valablement engagée comme suit:

- par la signature individuelle de la gérante technique;

- par la signature individuelle de la gérante administrative jusqu'à concurrence du montant de cinq mille Euros (€ 5.000,-); au-delà de ce montant la signature conjointe de la gérante technique sera obligatoire.

4.- Le siège social de la société est établi à L-1463 Luxembourg, 1, rue Fort Elisabeth.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, connues du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, elles ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: I. BLEGAN, M. VADUVA, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 13 janvier 2011. Relation: ECH/2011/117. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 20 janvier 2011.

Référence de publication: 2011010636/104.

(110012417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

Michaux Jacques S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3850 Schifflange, 91, avenue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 115.653.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011029893/10.

(110035892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

MCP Promo S.à r.l., MR & Co Promo Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 60.165.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011029896/10.

(110035868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

MRO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 88.570.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011029897/10.

(110035869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

KPI Investment Property 59 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 124.404.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011029865/11.

(110036042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Faustus S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 158.221.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on twenty-fourth day of December.

Before Us, Maître Paul BETTINGEN, notary, residing in Niederanven,

THERE APPEARED:

1) Mrs OLGA-IOULIETA KAVVADA, born on July 15, 1927 in Athens, residing at 7 Ioannou Metaxa Filothei, 15237 Athens, Greece; and

2) Mr EFSTATHIOS KAVVADAS, born on May 18, 1954 in Athens, residing at 20 Karaoli Dimitriou Filothei, 15237 Athens, Greece.

here duly represented by Ms Nora Kacem, private employee, residing at 11, avenue Emile Reuter by virtue of two proxies given under private seal.

The said proxies initialed "ne varietur" by the appearing person and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated hereabove, have drawn up the following articles of a joint stock (société anonyme) company which they intend to organize.

Name - Registered office - Duration - Object capital

Art. 1. There is hereby established by the current owners of the shares created hereafter and among all those who may become partners in the future, a Société de gestion de Patrimoine Familial under the form of a joint stock company (société anonyme) which shall be governed by the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended, the law of May 11 2007 on the Société de gestion de Patrimoine Familial as well as by the present articles of incorporation.

The company may have one shareholder or several shareholders. For so long as the Company has one sole shareholder, the company may be managed by a sole director only who does not need to be a shareholder of the company.

The company shall assume the name of "FAUSTUS S.A., S.P.F "

Art. 2. The registered office is in Luxembourg-City.

The company may establish branch offices, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the Municipality of the registered offices by a simple decision of the board of directors.

If extraordinary events either political, economical or social that might create an obstacle to the normal activities at the registered offices or to easy communications of these offices with foreign countries should arise or be imminent, the registered offices may be transferred to another country till the complete cessation of these abnormal circumstances. This measure, however, shall not affect the nationality of the company, which will keep its Luxembourg nationality, notwithstanding the provisional transfer of its registered offices.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The sole object of the Company is the acquisition, the holding, the management and the realization of financial assets, within the meaning of the Law of August 5, 2005 on Financial Guarantee Contracts, as well as of cash monies and assets of any nature held in a bank account, excluding any commercial activity. Financial assets according to the Law of August 5, 2005 on Financial Guarantee Contracts consist in (a) any transferable securities including, in particular, shares and other titles equivalent to shares, shares of undertakings for collective investment, bonds and debentures and any other form of proof of debt, certificates of deposit, notes, and bills of exchange; (b) securities conferring the right to acquire shares, bonds and debentures and other stocks by way of subscription, purchase or exchange; (c) forward financial instruments and securities conferring the right to a settlement in cash (except payment instruments); including money market instrument; (d) any other title representing property rights, claims or transferable securities; (e) any underlying instrument (be they related to indexes, raw materials, precious metals, foodstuff, metals, commodities or other goods or risks); (f) any claim related to the items listed under (a) to (e) and any right concerning these items or related to them, whether these instruments are materialized or dematerialized, transferable by way of crediting on an account or by negotiation, bearer instruments or registered securities, endorsable or not, and irrespective of the applicable law. The Company may take any supervision measures, may carry out any transactions, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes but only under the condition that the Company does not involve itself in the management of its shareholdings companies, within the meaning of the SPF Law of May 11, 2007.

Art. 5. The subscribed share capital is set at EUR 670,000 (six hundred and seventy thousand euros) consisting of 6,700 (six thousand seven hundred) shares with a par value of EUR 100 (one hundred euros) each.

The company's shares may be created, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

The shares may only be held by Eligible Investors as defined by article 3 of the SPF Law. The shares may be freely transferred, but only if the shares are held by Eligible Investors as defined by article 3 of the SPF Law.

Management - Supervision

Art. 6. For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director only.

Where the Company has more than one shareholder, the Company shall be managed by a Board composed of at least three (3) directors who need not be shareholders of the Company. In that case, the General Meeting must appoint at

least two new directors in addition to the then existing Sole Director. The director(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be reeligible.

If the post of a director elected by the General Meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally appoint a replacement. In this case, the next General Meeting will proceed to the final election.

When a legal person is appointed as a director of the Company, the legal entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the legal entity in accordance with article 51bis of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. In the case the chairman is unable to carry out his duties, he is replaced by the director designated to this effect by the board. Exceptionally, the first chairman shall be appointed by the constitutive general meeting.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions, if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted with the restriction that every director can represent only one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, cable, telex or fax, confirmed by letter.

Any director may participate in a meeting of the board by conference call, visio conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the director's meetings.

Art. 8. All decisions by the board shall require an absolute majority. In case of an equality of votes, the chairman of the meeting does not carry the decision.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

The copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. Full and exclusive powers for the administration and management of the company are vested in the board of directors, which alone is competent to determine all matters not reserved for the General Meeting by law or by the present articles.

Art. 11. The board of directors may delegate the daily management to directors or to third persons who need not be shareholders of the company.

Art. 12. The company shall be bound towards third parties in all matters (i) by the joint signature of any two members of the board of directors, or (ii) by the sole signature of the managing director within the limits of the daily management or (iv) by the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the sole director, but only within the limits of such power.

Where the company has a sole director, the company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of the sole director.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, who are appointed by the General Meeting which fixes their number and their remuneration.

The duration of the term of office of an auditor is fixed by the General Meeting. It may not, however, exceed six years.

General meeting

Art. 14. The General Meeting represents the whole body of the shareholders. It has the most extensive powers to decide on the affairs of the company. The convening notices are made in the form and delay prescribed by law.

Any shareholder may participate in a General Meeting by conference call, visio conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 15. The annual General Meeting is held in the commune of the registered office at the place specified in the notice convening the meeting on the third Thursday of the month of June at 2 p.m. and for the first time in 2012.

If such day is a holiday, the General Meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The directors or the auditors may convene an extraordinary General Meeting. It must be convened at the request of shareholders representing one fifth of the company's capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on the first January and ends on the thirtyfirst December of each year. The first business year begins today and ends on December 31st, 2011.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal prescriptions.

It submits these documents with a report of the company's operations one month at least before the Statutory General Meeting to the statutory auditors.

Art. 19. After deduction of general expenses and all charges, the balance represents the net profit of the company. Five percent of this net profit shall be allocated to the legal reserve fund. Such deduction will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent of the share capital of the company.

The balance is at the disposal of the General Meeting.

Advances and dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The General Meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the reimbursement of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the General Meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical bodies, appointed by the General Meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 21. As regards the matters which are not specified in the present articles, the parties refer and submit to the provisions of the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended and the law of May 11, 2007 on the Société de gestion de Patrimoine Familial.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions enumerated in article 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 2,000.

Subscription - Payment

All the shares have been subscribed by as follows:

Mrs OLGA-IOULIETA KAVVADA, prenamed 2,278 shares

Mr EFSTATHIOS KAVVADAS, prenamed 4,422 shares

All the subscribed shares have been entirely paid up in cash so that the amount of EUR 670,000 (six hundred and seventy thousand euros) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Extraordinary general meeting

The two shareholders, representing the whole of the subscribed capital, and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions.

1.- The company's address is fixed at 11 A, Boulevard Prince Henri L1724 Luxembourg.

2. The number of directors is fixed at 3 (three) and the one of statutory auditors at 1 (one).

3.- The following persons have been elected as directors:

Mr Thierry FLEMING, Expert-Comptable, born in Luxembourg, on July 24, 1948, with professional address in Luxembourg, 2 Avenue Charles De Gaulle;

Mr Claude SCHMITZ, Conseil Fiscal, born in Luxembourg, on September 23, 1955, with professional address in Luxembourg, 2 Avenue Charles De Gaulle; and

Mr Guy HORNICK, Expert-Comptable, born in Luxembourg, on March 29, 1951, with professional address in Luxembourg, 2 Avenue Charles De Gaulle.

4.- The following has been appointed as Chairman of the Board of Directors:

Mr Guy HORNICK, prenamed.

5.- The following has been appointed as statutory auditor

AUDIEX S.A., with its registered office in Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register in Luxembourg under section B and number 65.469.

6. The term of office of the directors and statutory auditor shall expire at the Annual General Meeting of the year 2016.

The appearing parties, acting in the same interest, do hereby grant power to any clerk and / or employee of the firm of the undersigned notary, acting individually, in order to document and sign any certificated deed to the present.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French versions, the French version shall prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, the said person signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil dix, le vingt-quatrième jour de décembre.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

ONT COMPARU:

1) Madame OLGA-IOULIETA KAVVADA, né le 15 juillet 1927 à Athènes, demeurant au 7 Ioannou Metaxa Filothei, 15237 Athènes, Grèce; et

2) Monsieur EFSTATHIOS KAVVADAS, né le 18 mai 1954 à Athènes, demeurant au 20 Karaoli Dimitriou Filothei, 15237 Athènes, Grèce,

ici représentés par mademoiselle Nora Kacem, employée privée, demeurant professionnellement au 11, avenue Emile Reuter, L – 2420 Luxembourg, en vertu de deux procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations signées "ne varietur" par la personne comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme dit ci-avant ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles constituent comme suit.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par les propriétaires actuels des actions ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une Société de gestion de Patrimoine Familial sous la forme d'une société anonyme qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, la loi du 11 mai 2007 sur la Société de gestion de Patrimoine Familial, ainsi que par les présents statuts.

La société peut avoir un associé unique ou plusieurs actionnaires. Tant que la société n'a qu'un actionnaire unique, elle peut être administrée par un administrateur unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la société.

La société prend la dénomination de FAUSTUS S.A., S.P.F

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles de droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte. Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en

espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable. D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la Loi sur les SPF du 11 mai 2007 («SPF»).

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à six cent soixante dix mille Euros (EUR 670.000) représenté par six mille sept cents (6.700) actions d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Les actions ne peuvent être détenues que par des investisseurs éligibles comme définis par l'article 3 de la Loi sur les SPF.

Les actions sont librement cessibles sous réserve d'être détenues par des investisseurs éligibles tels que définis par l'article 3 de la Loi sur les SPF

Administration - Surveillance

Art. 6. Tant que la société a un actionnaire unique, la société peut être administrée par un administrateur unique seulement.

Si la société a plus d'un actionnaire, elle sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'assemblée générale doit nommer au moins deux nouveaux administrateurs en plus de l'administrateur unique en place. L'administrateur unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace. Exceptionnellement, le premier président sera désigné par l'assemblée générale.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Tout administrateur peut participer à la réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du conseil d'administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du conseil d'administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du conseil d'administration est retransmise en direct et (iv) les membres du conseil d'administration peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion du conseil d'administration par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion n'est pas prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société.

Art. 12. La société sera engagée, en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la société, ou (ii) par la signature unique de l'administrateur-délégué dans les limites de la gestion journalière ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration ou l'administrateur unique selon le cas, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Lorsque la société a un administrateur unique, elle est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Tout actionnaire de la société peut participer à l'assemblée générale par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'assemblée générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'assemblée générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'assemblée générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'assemblée générale par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le 3^{ème} jeudi du mois de juin à 14 heures et pour la première fois en 2012.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable suivant.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice social commence aujourd'hui et se termine le 31 décembre 2011.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires.

Art. 19. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures le cas échéant ainsi que la loi du 11 mai 2007 sur la Société de gestion de Patrimoine Familial trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 2.000.

Souscription et Libération

Les actions ont été souscrites comme suit:

Madame OLGA-IOULIETA KAVVADA, précitée	2.278 actions
Monsieur EFSTATHIOS KAVVADAS, précité	4.422 actions
TOTAL:	6.700 actions

Ces actions ont été libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de six cent soixante dix mille Euros (EUR 670.000) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Assemblée générale extraordinaire

Et immédiatement après la constitution de la société, les deux actionnaires représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est fixé à 11 A, Boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg.
2. Le nombre des administrateurs est fixé à 3 (trois) et celui des commissaires à un (1).
3. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:

Monsieur Thierry FLEMING, Expert-Comptable, né à Luxembourg, le 24 juillet 1948, domicilié professionnellement à Luxembourg, 2 Avenue Charles De Gaulle.

Monsieur Claude SCHMITZ, précité, Conseil Fiscal, né à Luxembourg, le 23 septembre 1955, domicilié professionnellement à Luxembourg, 2 Avenue Charles De Gaulle.

Monsieur Guy HORNICK, Expert-Comptable, né à Luxembourg, le 29 mars 1951, domicilié professionnellement à Luxembourg, 2 Avenue Charles De Gaulle.

4. Est nommé au poste de Président du conseil d'administration Monsieur Guy HORNICK, précité.
5. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société AUDIEX S.A., avec siège social à Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 65.469.

6. Le mandat des administrateurs et du commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir à tous clerks et/ou employés de l'Étude du notaire soussigné, chacun pouvant agir individuellement, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte français fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Nora Kacem, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 24 décembre 2010. LAC / 2010 / 58811. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 19 janvier 2011.

Référence de publication: 2011010721/374.

(110011526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

KPI Retail Property 39 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 125.281.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011029866/11.

(110036043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

KPI Retail Property 39 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 125.281.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2011029867/11.

(110036044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

KPI Retail Property 39 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 125.281.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2011029868/11.

(110036045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

KPI Retail Property 40 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 125.282.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2011029869/11.

(110036046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Metroinvest Dominion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 158.216.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the fifth of January;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

The private limited liability company "METROINVEST EUROPEAN ASSETS (Luxembourg) S.à.r.l.", established and having its registered office in L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg under the number B 138984,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, has required the officiating notary to enact the deed of association of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") to establish as follows:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated August 10th, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of debt and equity interests in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

In addition, the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, investment vehicles of any type (including limited partnerships and similar structure), the principal object of which is the direct or indirect acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name “Metroinvest Dominion S.à r.l.”.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The capital is set at eleven thousand Pound Sterling (11,000.- GBP), divided into eleven thousand (11,000) share quotas of one Pound Sterling (1.- GBP) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single partner or by decision of the partners' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers who do not need to be partners. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) may be revoked ad nutum.

The managers are of class A and B.

The Company shall be validly bound towards third parties in all matters by the joint signature of at least one manager of class A, acting jointly with a manager B and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Circular resolutions signed by all the managers, in one or several counterparts, all of which taken together constitute one and the same document, are valid and binding as if passed at a meeting duly convened and held.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single partner assumes all powers conferred to the general partner meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;
2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory disposition

The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2011.

Subscription and Payment

The Articles thus having been established, the eleven thousand (11,000) share quotas have been subscribed by the sole shareholder, the company "METROINVEST EUROPEAN ASSETS (Luxembourg) S.à.r.l.", prenamed and represented as said before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of eleven thousand Pound Sterling (11,000.- GBP) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Resolutions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1) The Company will be administered by the following managers:

- Mr. Pedro PUJOL BOSCH, born in Barcelona (Spain), on March 11th, 1967, having his business address at Mestre Nicolau, 19. 1°, 08021 Barcelona (Spain), attributed to the class A managers;
- Mr. Eric LECHAT, born in Leuven (Belgium), on February 21st, 1980, having his business address at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, attributed to the class B managers; and

- Mr. Frederik Christiaan Johannes KUIPER, born in Utrecht (The Netherlands), on November 9th, 1974, having his business address at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, attributed to the class B managers;

The duration of their mandate is unlimited and the company shall be bound validly by the signature of a manager A together with a manager B.

2) The registered office is established in L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the mandatory of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le cinq janvier;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée "METROINVEST EUROPEAN ASSETS (Luxembourg) S.à.r.l.", établie et ayant son siège social à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 138984,

ici représentée Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La Société peut accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à l'acquisition de dettes ou de parts d'intérêts au Luxembourg et dans des sociétés étrangères, sous quelle que forme que ce soit, ainsi qu'à l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra affecter ses fonds à la création, à la gestion, au développement de ses actifs et pourra céder ses actifs en vue de l'acquisition, l'investissement dans et la cession de tout type de biens, corporels ou incorporels, mobiliers ou immobiliers dont notamment (sans que cette liste soit exhaustive) son portefeuille de titres de quelque origine que ce soit; de la participation à la création, à l'acquisition, au développement et au contrôle de toute entreprise; de l'acquisition, par voie de prise de participation, souscription, prise ferme ou option, des titres, les céder par voie de vente, transfert, échange ou autre et les développer.

La Société peut emprunter sous toutes formes excepté sous la forme d'une offre publique, et, procéder à l'émission, dans le cadre d'un placement privé seulement, de billets, obligations, titres obligataires et tout type de titres de créance et/ou titres de participation sous forme nominative, sous réserve des restrictions de transfert. La Société peut prêter des fonds, y compris les produits d'emprunts et/ou d'émissions de titres de créances, à ses filiales ou à des sociétés affiliées.

La Société peut également acquérir et vendre des biens immobiliers pour son propre compte, au Luxembourg ou à l'étranger, et peut accomplir toutes les opérations se rapportant aux biens immobiliers, y compris la détention directe ou indirecte de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ou dans des véhicules d'investissements de tout type (y compris les sociétés en commandite et entités comparables) dont l'objet social principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers, de manière directe ou indirecte.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, qui sont directement ou indirectement liées à son objet social ou qui sont utiles au développement de celui-ci.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination "Metroinvest Dominion S.à r.l.".

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de onze mille Livres Sterling (11.000,- GBP), représenté par onze mille (11.000) parts sociales d'une Livre Sterling (1,- GBP) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas obligatoirement être associés.

Les gérants sont de classe A et B.

La Société est valablement engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par les signatures conjointes d'au moins un gérant de classe A ensemble avec la signature d'au moins un gérant de classe B pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les administrateurs qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par l'un de ces moyens sera considérée comme une participation en personne à la réunion.

Des résolutions circulaires signées par tous les gérants, sur une ou plusieurs copies, qui ensemble constituent un et un seul document, sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion dûment convoquée et tenue.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaires des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les onze mille (11.000) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique la société company "METROINVEST EUROPEAN ASSETS (Luxembourg) S.àr.l.", prédésignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme onze mille Livres Sterling (11.000,- GBP) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Résolutions prises par l'associée unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

1) La Société est administrée par les gérants suivants:

- Monsieur Pedro Pujol BOSCH, né le 11 mars 1967 à Barcelone (Espagne), ayant son adresse professionnelle au Mestre Nicolau, 19, 08021 Barcelone (Espagne), en tant que gérant classe A;

- Monsieur Eric LECHAT, né le 21 février 1980 à Louvain (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que gérant classe B;

- Monsieur Frederik Christiaan Johannes KUIPER, né à Utrecht (Pays-Bas), le 9 novembre 1974, ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L2346 Luxembourg, en tant que gérant classe B.

La durée de leur mandat est illimitée et la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A ensemble avec la signature d'un gérant de catégorie B.

2) L'adresse du siège social est établie à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

33934

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 janvier 2011. LAC/2011/1573. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur p.d. (signé): Conny SCHUMACHER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Référence de publication: 2011010817/291.

(110012377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

Oxford Aviation Academy Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 145.945.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 28 février 2011

L'Associé unique accepte les démissions d'Alexis Kamarowsky et de Federigo Cannizzaro di Belmontino en tant que gérants de catégorie A de la Société avec effet au 28 février 2011.

L'Associé unique décide de nommer les personnes suivantes en tant que nouveaux gérants de catégorie A de la Société, avec effet au 28 février 2011 et pour une durée indéterminée:

- Daniela Klasén-Martin, née le 13 juin 1967 à Carbonara, Italie, avec adresse professionnelle au 9A, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Martijn Sinninghe Damsté, né le 2 novembre 1978 à Deventer, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

À Luxembourg, le 28 février 2011.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2011029912/21.

(110035851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Oxford Aviation Academy Luxembourg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.399.843,75.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 123.879.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 28 février 2011

L'Associé unique accepte les démissions d'Alexis Kamarowsky et de Federigo Cannizzaro di Belmontino en tant que gérants de catégorie A de la Société avec effet au 28 février 2011.

L'Associé unique décide de nommer les personnes suivantes en tant que nouveaux gérants de catégorie A de la Société, avec effet au 28 février 2011 et pour une durée indéterminée:

- Daniela Klasén-Martin, née le 13 juin 1967 à Carbonara, Italie, avec adresse professionnelle au 9A, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Martijn Sinninghe Damsté, né le 2 novembre 1978 à Deventer, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

L'Associé unique décide de renouveler le mandat de DELOITTE S.A. avec siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B67895 en tant que réviseur externe pour l'audit des comptes annuels se clôturant au 30 Avril 2008, au 30 Avril 2009 et au 30 Avril 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

À Luxembourg, le 28 février 2011.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2011029913/26.

(110036382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Oxford Aviation Academy Luxembourg 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.412.343,75.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 125.026.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 28 février 2011

L'Associé unique accepte les démissions d'Alexis Kamarowsky et de Federigo Cannizzaro di Belmontino en tant que gérants de catégorie A de la Société avec effet au 28 février 2011.

L'Associé unique décide de nommer les personnes suivantes en tant que nouveaux gérants de catégorie A de la Société, avec effet au 28 février 2011 et pour une durée indéterminée:

- Daniela Klasén-Martin, née le 13 juin 1967 à Carbonara, Italie, avec adresse professionnelle au 9A, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Martijn Sinninghe Damsté, né le 2 novembre 1978 à Deventer, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

À Luxembourg, le 28 février 2011.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2011029914/21.

(110035853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

FRII S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 146.620.

L'an deux mille dix, le trente et un décembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "FRII S.A.", établie et ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 146.620, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 7 mai 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1298 du 6 juillet 2009,

et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 26 novembre 2010, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Luc BRAUN, diplômé ès sciences économiques, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jean-Marie POOS, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Horst SCHNEIDER, Diplomkaufmann, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social d'un montant de dix-huit mille sept cent euros (EUR 18.700,00) afin de le porter de son montant actuel de deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,00) à deux cent soixante huit mille sept cent euros (EUR 268.700,00) avec émission de cent quatre-vingt-sept (187) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,00) chacune, assorties d'une prime d'émission totale de deux cent quatre-vingt et un mille trois cent euros (EUR 281.300,00);

2. Souscription et libération intégrale des 187 actions nouvelles assorties d'une prime d'émission totale de deux cent quatre-vingt et un mille trois cent euros (EUR 281.300,00) par apport en espèces;

3. Modification subséquente de l'article trois des statuts;

4. Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social d'un montant de dix-huit mille sept cent euros (EUR 18.700,00) afin de le porter de son montant actuel de deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,00) à deux cent soixante-huit mille sept cent euros (EUR 268.700,00) par la création et l'émission de cent quatre-vingt-sept (187) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (100,-EUR) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, assorties d'une prime d'émission totale de deux cent quatre-vingt et un mille trois cent euros (EUR 281.300,-).

Souscription - Libération

Les actionnaires actuels ayant renoncé à leur droit préférentiel de souscription, l'assemblée accepte à la souscription aux cent quatre-vingt-sept (187) actions nouvelles par la société de droit du Liechtenstein, Wealth-Assurance AG, établie et ayant son siège social à FL-9490 Schaan, Landstrasse, 126A, inscrite au «Öffentlichkeitsregister Liechtenstein-Hauptregister» sous le numéro FL-0002.244.799-1, et constate que toutes ces actions nouvellement émises ont été libérées entièrement, avec la prime d'émission, par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme globale de trois cent mille euros (EUR 300.000,-) faisant dix-huit mille sept cent euros (EUR 18.700,-) pour l'augmentation de capital et deux cent quatre-vingt et un mille trois cent euros (EUR 281.300,-) pour la prime d'émission, se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 3. (premier alinéa).** Le capital social est fixé à deux cent soixante-huit mille sept cent euros (EUR 268.700,00), représenté par deux mille six cent quatre-vingt sept (2.687) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge, en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille huit cents euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. BRAUN, J.-M. POOS, H. SCHNEIDER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 janvier 2011. LAC/2011/887. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 18 janvier 2011.

Référence de publication: 2011011483/79.

(110013193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Enop 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 76.810.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011029760/9.

(110036366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.